

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 3 de l'ordre du jour

CX/NFSDU 21/42/3

Novembre 2021

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME

Quarante-deuxième session

En ligne

19-25 novembre et 1^{er} décembre 2021

QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA FAO ET L'OMS

(Préparé par la FAO et l'OMS)

TRAVAUX DE CONSEILS SCIENTIFIQUES VISANT À CONTRIBUER AUX TRAVAUX DU CCNFSDU

Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) concernant l'établissement de facteurs de conversion de l'azote en protéine pour les ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite

Suite à la demande du CCNFSDU39 en 2017, la FAO et l'OMS ont mis en place des réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition (JEMNU) afin de donner un avis scientifique concernant l'établissement d'un ou de plusieurs facteurs de conversion de l'azote en protéine, à utiliser pour déterminer la teneur en protéines des ingrédients à base de soja et de lait utilisés dans les préparations pour nourrissons et les préparations de suite. Les conclusions des travaux réalisés par les JEMNU ont été transmises lors de la 41^e session du CCNFSDU en 2019. Lors d'une réunion en marge de la session, des informations détaillées ont été présentées sur les conclusions de l'examen systématique des données probantes et les avis éclairés par les données probantes élaborés par les JEMNU. Pour en savoir plus, voir le [rapport des JEMNU et l'examen systématique](#) (en anglais seulement). Mise à jour conjointe FAO/OMS des besoins nutritionnels pour les nourrissons et les enfants en bas âge de 0 à 36 mois

La dernière mise à jour des besoins en vitamines et minéraux pour tous les groupes d'âge par la FAO et l'OMS remonte à 2004. Depuis lors, de nouvelles données sont apparues, suggérant que les besoins en certains micronutriments devraient être mis à jour, en particulier pour les nourrissons et les enfants en bas âge. Par conséquent, en partie pour documenter la mise à jour prévue des directives de l'OMS sur l'alimentation complémentaire et aussi pour contribuer aux travaux en cours du CCNFSDU pour l'établissement des VNR-B pour les enfants âgés de 6 à 36 mois, la FAO et l'OMS ont créé un groupe d'experts pour lancer la mise à jour des besoins en nutriments pour les nourrissons et les enfants en bas âge âgés de 0 à 4 ans. Avant de lancer le processus de mise à jour des besoins, l'OMS a procédé à un examen initial de la littérature scientifique récente sur les besoins en éléments nutritifs, et à une compilation des recommandations diététiques nationales de tous les pays, contenant des informations détaillées sur les besoins en éléments nutritifs du groupe d'âge concerné. Grâce aux données obtenues à partir de ce travail préparatoire effectué par l'OMS, la FAO et l'OMS ont pu classer par ordre de priorité les éléments nutritifs à mettre à jour (c'est-à-dire le calcium, la vitamine D et le zinc comme les trois premiers éléments nutritifs à mettre à jour). Sur la base des résultats des examens des travaux d'établissement de portée, la portée des travaux, y compris l'établissement de questions clés au format PICO (Population, Intervention, Comparateur, Conclusions), a été déterminée pour guider l'entreprise dans la réalisation d'examen systématiques qui ont été achevés fin 2020. Une réunion virtuelle a eu lieu en janvier 2021 pour examiner les résultats des examens systématiques et une réunion de suivi pour discuter des données supplémentaires demandées pour le zinc a eu lieu en juin 2021, au cours de laquelle des analyses et des données supplémentaires ont été demandées par le groupe d'experts. Entre-temps, les examens systématiques révisés pour le calcium et la vitamine D ont été achevés. Des réunions supplémentaires pour achever les travaux sur les trois éléments nutritifs sont prévues à l'automne 2021. Alors que les travaux sur les trois premiers éléments nutritifs étaient en cours, les travaux sur les quatre éléments nutritifs suivants (c'est-à-dire le fer, la vitamine A, les folates et le magnésium) ont été lancés, y compris la création d'un nouveau groupe d'experts et la commande d'examen des travaux d'établissement de portée pour les quatre éléments nutritifs, ce dernier point ayant été achevé en juillet 2021. Une réunion virtuelle ou une session de travail hors ligne visant à établir la portée des travaux pour les quatre éléments nutritifs suivants est prévue pour la fin 2021.

Avis scientifique concernant l'élaboration des principes généraux pour l'établissement de VNR-B pour les nourrissons du deuxième âge et les enfants en bas âge

La FAO a commandé un rapport destiné à fournir un avis scientifique au CCNFSDU sur les données détaillées des valeurs de référence pour l'apport journalier (DIRV) pour les protéines et 24 micronutriments pour les nourrissons du deuxième âge (6 à 12 mois) et les enfants en bas âge (12 à 36 mois) dans les publications de six organismes scientifiques compétents reconnus (OSCR) et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture/Organisation mondiale de la Santé (FAO/OMS). Le rapport a évalué, catégorisé et classé les méthodes utilisées pour calculer ces DIRV et a fourni un avis sur les catégories qui peuvent être incluses dans les principes généraux pour l'établissement de VNR-B pour les nourrissons du deuxième âge et les enfants en bas âge. Le projet de rapport a été présenté au Codex en vue de l'avancement des travaux du GT électronique sur les VNR-B pour les nourrissons du deuxième âge et les enfants en bas âge et sera publié sur le site web de la FAO.

Orientations complémentaires pour le groupe d'experts de la FAO sur l'évaluation de la qualité des protéines dans les préparations de suite pour enfants en bas âge et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi

Faisant suite à une demande soumise par le CCNFSDU³⁸, la FAO a mis en place un groupe d'experts dont la mission était de donner un avis scientifique sur l'élaboration de lignes directrices pour les membres du Codex, afin de déterminer la qualité des protéines à l'aide de l'indice d'acides aminés corrigé de la digestibilité des protéines (PDCAAS) dans les préparations de suite pour enfants en bas âge (12 à 36 mois) et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE). Un rapport (en anglais seulement) présentant les conclusions de cette réunion a été publié en novembre 2018¹. En complément du rapport 2018, la FAO a élaboré des directives pratiques concernant le calcul du PDCAAS pour la qualité des protéines dans les préparations de suite pour enfants en bas âge. Le rapport (en anglais seulement) sur le projet d'orientations complémentaires a été soumis au CCNFSDU⁴² et sera publié sur le site web de la FAO.

AUTRES INFORMATIONS

Sommet sur la Nutrition pour la croissance (N4G)

Le Japon organisera le Sommet sur la Nutrition pour la croissance (N4G) à Tokyo les 7 et 8 décembre 2021. Ce Sommet, qui représente un tournant, car il marque la fin des engagements pris lors du premier Sommet N4G de Londres en 2013, se tiendra au début de la dernière décennie convenue pour la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici 2030. Les objectifs du Sommet sur la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 sont (1) de positionner la nutrition comme moteur crucial du développement durable et (2) de garantir une nouvelle politique et de nouveaux engagements financiers de la part de toutes les parties prenantes afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. En tant que « Sommet d'engagement », le Sommet N4G constituera une occasion unique de garantir de nouveaux engagements visant à lutter contre toutes les formes de malnutrition dans le cadre de la pression internationale liée à la réalisation des Objectifs de développement durable 2030 et à contribuer à la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Le Sommet N4G de Tokyo s'articulera autour des thématiques suivantes : intégrer la sécurité nutritionnelle à la couverture de santé universelle ; établir des systèmes alimentaires qui promeuvent des régimes alimentaires sains et améliorent la nutrition ; lutter contre les carences nutritionnelles dans des situations de fragilité et de conflit ; améliorer le recueil de données et leur application ; et garantir le financement d'activités essentielles de nutrition. La FAO et l'OMS contribuent à la préparation du Sommet sur la Nutrition pour la croissance de Tokyo, en co-dirigeant par exemple l'une des thématiques précitées. En outre, l'établissement de liens avec les coalitions établies lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires est recherché afin de renforcer les engagements pris lors de ce Sommet en septembre 2021.

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016² vise à accélérer la mise en œuvre des engagements de la CIN2, à atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition et de maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation d'ici 2025, et à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici 2030. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, le Secrétariat mixte FAO/OMS de la Décennie de la nutrition a organisé en 2020 des consultations informelles avec les États membres et les acteurs non étatiques afin de recueillir leurs points de vue sur les progrès réalisés, les obstacles rencontrés et les lacunes identifiées pour la première moitié de la Décennie de la nutrition, de 2016 à 2020, ainsi que sur les domaines d'action prioritaires pour la deuxième moitié de la Décennie de la nutrition, de 2021 à 2025³. En 2021, ONU Nutrition a organisé une consultation en ligne via la plateforme du Forum mondial sur la sécurité alimentaire et la

¹ <http://www.fao.org/3/CA2487EN/ca2487en.pdf>

² <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.

³ <https://www.un.org/nutrition/fr/about>

nutrition afin de documenter une mise à jour du programme de travail de la Décennie. 185 personnes de 64 États membres y ont répondu. Les réponses seront prises en compte pour réviser le programme de travail de la Décennie jusqu'en 2025.

De plus en plus, des réseaux d'action de portée mondiale ou régionale, dont l'objectif est d'accélérer et d'harmoniser les efforts autour de thèmes spécifiques en lien avec un domaine d'action du programme de travail de la Décennie pour la nutrition, sont en train de se mettre en place. La Norvège dirige un réseau d'action mondial sur l'alimentation durable issue des océans et des eaux intérieures pour la sécurité alimentaire et la nutrition (<https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/>). L'Australie, la France et le Chili sont à la tête d'un réseau d'action mondial destiné à accélérer et à harmoniser les efforts en matière d'étiquetage nutritionnel. Ce Réseau a été créé pour échanger les expériences et les bonnes pratiques des pays, partager les succès et les défis et se soutenir mutuellement pour accélérer la mise en œuvre de politiques efficaces en matière d'étiquetage nutritionnel.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est une plateforme internationale et intergouvernementale inclusive permettant à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous. Le Comité rend compte à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social (ECOSOC) et à la Conférence de la FAO. Lors de sa 47^e session plénière en février 2021, le CSA a approuvé les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition (VGFSyN). L'objectif de ces Directives est de contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires durables et à l'amélioration de la nutrition, en rappelant que la transformation des systèmes alimentaires doit être encouragée de manière cohérente, comme il se doit et en fonction des contextes et capacités nationaux, conformément aux trois dimensions du développement durable. Il s'agit également de présenter un ensemble de recommandations permettant de garantir que des régimes alimentaires sains sont accessibles, disponibles, abordables, sûrs et de qualité et quantité adéquates, conformément aux croyances, à la culture et aux traditions, aux habitudes alimentaires et aux préférences des individus, dans le respect des lois et obligations nationales et internationales. Les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition se sont appuyées sur une série d'études rigoureuses, fondées sur des connaissances scientifiques, interdisciplinaires, traditionnelles, autochtones et locales, des pratiques durables et des expériences. Une grande partie des données probantes provient du rapport préparé par le Groupe d'experts de haut niveau du CSA, de divers documents techniques des Nations Unies et de la littérature scientifique évaluée par les pairs. La FAO encouragera l'utilisation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition par ses membres, conjointement avec d'autres normes, directives normatives et recommandations spécialisées fondées sur la science et les preuves qui fournissent des explications et des détails supplémentaires pour les mesures à prendre. En outre, l'OMS, en tant que membre actif du groupe consultatif du CSA, a appuyé les travaux du CSA sur la pandémie de COVID-19 en soutenant l'événement virtuel du CSA sur « les chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes et la santé des travailleurs pendant la COVID-19 » et son document de référence, au cours duquel les recommandations sur la sécurité des travailleurs de l'alimentation pendant la COVID-19, préparées conjointement par la FAO et l'OMS, ont été présentées, et leur utilisation par le développement de versions localisées et de manuels illustrés encouragée.

Consultation internationale de la FAO/OMS pour des régimes alimentaires sains et durables

La FAO et l'OMS ont organisé conjointement une consultation internationale pour des régimes alimentaires sains et durables en juillet 2019 au siège de la FAO. Avant la consultation, 5 documents de référence ont été commandés et publiés ensuite sous forme de supplément dans le *Food and Nutrition Bulletin* (https://journals.sagepub.com/toc/fnb/41/2_suppl). L'effort commun a conduit à la description suivante : « les régimes alimentaires sains et durables sont des modèles alimentaires qui favorisent toutes les dimensions de la santé et du bien-être des individus, qui ont une faible pression et un faible impact sur l'environnement, qui sont accessibles, abordables, sûrs et équitables, et qui sont culturellement acceptables. » La consultation a conduit à l'élaboration de 16 principes directeurs qui adoptent une approche holistique des régimes alimentaires, en tenant compte des recommandations internationales en matière de nutrition, du coût environnemental de la production et de la consommation de denrées alimentaires, et de l'adaptabilité aux situations sociales, culturelles et économiques locales. Pour en savoir plus, voir : <https://www.fao.org/3/ca6640fr/ca6640fr.pdf>.

Dans le prolongement de l'élaboration des Principes directeurs pour une alimentation saine et durable, des efforts sont actuellement déployés pour traduire ces principes directeurs en mesures nécessaires afin de comprendre les tendances, fixer des objectifs et suivre les progrès en matière d'alimentation saine et durable aux niveaux national et infranational. En outre, la FAO effectue actuellement une analyse documentaire visant à décrire comment les régimes alimentaires sains et durables ont été définis et mesurés dans la littérature scientifique au cours de la dernière décennie. Il est prévu que les résultats de l'analyse documentaire soient publiés dans une revue à comité de lecture en 2021.

En mai 2021, l'OMS, la FAO et l'UNICEF ont organisé conjointement une conférence sur la mesure des régimes alimentaires sains⁴ dans le cadre de la poursuite des travaux de l'initiative TEAM⁵. L'objectif de la conférence était de promouvoir une communication, une coordination et une collaboration accrues sur le thème de la qualité de l'alimentation, afin d'accélérer les progrès vers l'identification ou le développement d'un ensemble parcimonieux de mesures pour la surveillance mondiale des régimes alimentaires sains (informés par les Principes directeurs 2-7). Un rapport de la conférence sera publié d'ici la fin de l'année 2021.

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2020 : Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous (L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020)⁶

L'édition de cette année de [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde](#) constitue la première évaluation mondiale de ce type réalisée en temps de pandémie. Ce rapport est publié conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). En 2020, le nombre de personnes dans le monde touchées par la faim a continué d'augmenter, que ce soit en données absolues ou relatives, plus rapidement que la croissance démographique : on estime qu'environ 9,9 % de la population mondiale souffrait de malnutrition l'année dernière, par rapport à 8,4 % en 2019. Plus de la moitié des personnes souffrant de malnutrition (418 millions) vit en Asie ; plus d'un tiers (282 millions) en Afrique ; et un nombre plus faible (60 millions) en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au total, plus de 2,3 milliards de personnes (soit 30 % de la population mondiale) ont manqué de nourriture toute l'année. Les inégalités entre les genres se sont accrues : pour 10 hommes en situation de précarité alimentaire, il y avait 11 femmes en situation de précarité alimentaire en 2020 (par rapport à 10,6 en 2019). La malnutrition a perduré sous toutes ses formes, les enfants étant les plus touchés : on estime que la croissance de plus de 149 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans a été freinée en 2020, la taille de ces enfants était inférieure à la taille moyenne des enfants de ce groupe d'âge ; plus de 45 millions d'enfants étaient en sous-poids, ou trop maigres par rapport à leur taille, et près de 39 millions d'enfants étaient en surpoids. 3 milliards d'adultes et d'enfants au total n'ont pas eu accès à un régime alimentaire sain, principalement en raison des coûts excessifs des aliments. Près d'un tiers des femmes en âge de procréer souffre d'anémie. Sur le plan mondial, malgré les progrès réalisés dans certains domaines – plus d'enfants sont allaités au sein – le monde n'est pas en mesure d'atteindre les objectifs en matière d'indicateurs nutritionnels d'ici 2030.

Bases de données sur la consommation alimentaire mondiale

L'outil FAO/OMS de dissémination de données individuelles de consommation alimentaire au niveau mondial (FAO/WHO GIFT) est une plateforme en ligne publique, hébergée par la FAO et soutenue par l'OMS qui donne accès à des données quantitatives sur la consommation alimentaire individuelle, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu moyen. Cette base de données complète est un outil polyvalent et fournit des indicateurs alimentaires simples et précis, dérivés de données ventilées par sexe et par âge sur la consommation alimentaire individuelle, qui sont nécessaires dans les domaines de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments, en particulier pour évaluer l'exposition alimentaire. Le système de classification et de description des aliments utilisé a pour nom FoodEx2. Il a été développé par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et consolidé en vue d'un usage mondial. L'outil est librement accessible en ligne par l'intermédiaire d'une plateforme web interactive : <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/en/>. FAO/WHO GIFT est actuellement alimentée par des microdonnées provenant d'enquêtes que l'utilisateur final peut télécharger pour une analyse secondaire. À ce jour, la plateforme contient des microdonnées provenant de 25 enquêtes (9 nationales et 16 infranationales). La plateforme contient également une carte d'inventaire avec des informations détaillées sur 284 enquêtes (144 nationales et 140 infranationales), principalement de pays à revenu faible ou intermédiaire. La plateforme FAO/WHO GIFT est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/fr/>.

⁴ Consultation technique sur la mesure des régimes alimentaires sains : Concepts, méthodes et mesures, organisée par l'OMS, l'UNICEF et la FAO, du 18 au 20 mai 2021.

⁵ Groupe consultatif d'experts techniques sur la surveillance de la nutrition (Technical Expert Advisory Group on Nutrition Monitoring – TEAM), conseillers auprès de l'OMS et de l'UNICEF pour l'amélioration de la qualité des travaux de surveillance de la nutrition à tous les niveaux.

⁶ <https://www.fao.org/publications/sofi/2021/fr/>

ACTIVITÉS DE LA FAO

Sommet sur les systèmes alimentaires

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires⁷, qui a eu lieu dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 23 septembre, a établi les conditions d'une transformation des systèmes alimentaires mondiaux afin de réaliser les Objectifs de développement durable d'ici 2030. Le Sommet a réuni des chefs de file mondiaux, des experts, des exploitants agricoles, des producteurs, des peuples autochtones ainsi que des acteurs du secteur privé et de la société civile dans le cadre de l'une des tentatives les plus complètes d'harmonisation de la production agroalimentaire et de la consommation avec les Objectifs de développement durable (ODD). Les pays ont mené des dialogues nationaux et annoncé des engagements, contribuant ainsi au processus du Sommet. La FAO, en qualité d'institution pilier des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, s'est engagée à jouer un rôle de chef de file afin d'assurer la réussite des efforts ambitieux et urgents visant à rendre les systèmes agroalimentaires mondiaux plus efficaces, inclusifs, solides et durables. À cette fin, la FAO a annoncé son soutien à de nombreuses coalitions multisectorielles et multipartites, dont : 1) Faim « zéro » 2) Des régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables, 3) Réduire le gaspillage alimentaire (Food is never Waste) et 4) Repas scolaires (School Meals). Fondées par des États membres et d'autres partenaires, et composées de ces derniers, dont des agences des Nations unies, les coalitions ont pour objectif d'harmoniser les mesures prises par les parties prenantes dans l'ensemble de systèmes alimentaires pour qu'il y ait des répercussions collectives sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables.

Forum mondial de l'alimentation 2021 animé par des jeunes du monde entier (The World Food Forum 2021 powered by Global Youth)

Le Forum mondial de l'alimentation 2021 animé par des jeunes du monde entier⁸ (The World Food Forum 2021 powered by Global Youth) est une initiative du Comité de la jeunesse de la FAO qui réunit un réseau mondial indépendant de partenaires créé pour les jeunes et dirigé par eux afin d'amorcer un mouvement de transformation des systèmes agroalimentaires mondiaux et de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), dont Faim « zéro ». La première édition de ce Forum mondial de l'alimentation a eu lieu du 1^{er} au 6 octobre 2021. Elle a rassemblé d'importants groupes de représentants de la jeunesse, des influenceurs, des entreprises, des institutions universitaires, des organisations à but non lucratif, des représentants de gouvernements, des médias et le grand public dans le but de sensibiliser, de susciter l'engagement et la promotion et de mobiliser des ressources pour soutenir la transformation des systèmes agroalimentaires par des actions menées par les jeunes. Au-delà de l'événement, le Forum mondial de l'alimentation constituera un mouvement permanent de la jeunesse mondiale pour l'engagement dans des solutions et le renforcement des actions clés nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires afin de réaliser les ODD, notamment Faim « zéro ».

Développement de la Stratégie et de la vision de la FAO relatives aux activités en matière de nutrition

Après un processus consultatif et itératif approfondi de deux ans, la Stratégie et la vision de la FAO relatives aux activités en matière de nutrition (Stratégie en matière de nutrition)⁹ ont été approuvées lors de la 166^e session du Conseil de la FAO en avril 2021. La Stratégie en matière de nutrition définit la vision de la FAO en matière de nutrition et établit un cadre pour guider et hiérarchiser les activités de la FAO afin de promouvoir des régimes alimentaires sains et contribuer à des résultats positifs en matière de nutrition au cours des cinq prochaines années. Elle souligne le rôle de la FAO dans la promotion de régimes alimentaires sains afin d'accélérer les efforts de réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et des ODD. Elle s'aligne également sur le Cadre stratégique de l'Organisation pour tirer parti de tous les domaines d'expertise technique afin de réaliser les quatre aspirations que sont une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie. Elle vise à aider les pays à favoriser des régimes alimentaires sains et à renforcer la capacité de tous les acteurs du système agroalimentaire à continuer de produire et de fournir des régimes alimentaires abordables, adéquats, sûrs, diversifiés et culturellement appropriés. Fondée sur une approche des systèmes alimentaires et ses principes directeurs, la Stratégie souligne le rôle de l'Organisation dans la promotion de régimes alimentaires sains, afin d'accélérer les efforts pour atteindre les buts des ODD, en particulier ceux des ODD 1, ODD 2, ODD 3, ODD 10, ODD 12, ODD 14 et ODD 17.

⁷ <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>

⁸ <http://www.world-food-forum.org/>

⁹ <https://www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf>

Rôle de la FAO dans l'aide aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre des Recommandations alimentaires

1. Le site web de la FAO sur les Recommandations alimentaires a été lancé en novembre 2014 et sert de référentiel et de plateforme pour l'échange d'informations sur les recommandations diététiques du monde entier. En 2021, le site web a été remanié et plus de 60 pays ont été contactés pour mettre à jour leurs informations et partager leurs expériences. Pour accéder au site web de la FAO sur les Recommandations alimentaires : <http://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/>.
2. Une assistance technique directe a été fournie aux gouvernements d'Afghanistan et de Sierra Leone en vue de développer des recommandations alimentaires nationales. Une assistance technique pour la révision des recommandations alimentaires a également été fournie à plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour développer ou réviser leurs recommandations alimentaires nationales.
3. Orientation mondiale de la FAO sur les Recommandations alimentaires : En 2018, la FAO, avec ses partenaires, a lancé une stratégie de transformation des Recommandations alimentaires pour refléter l'appel mondial à l'amélioration et à l'adaptation de ces Recommandations alimentaires, y compris l'élaboration d'une nouvelle méthodologie et d'un manuel d'orientation mondial pour aider les États membres à renforcer le rôle des recommandations alimentaires, en passant des recommandations basées sur une approche alimentaire à des recommandations basées sur les systèmes alimentaires.

Bases de données FAO/INFOODS sur la composition des aliments

La FAO coordonne le Réseau international des systèmes de données sur l'alimentation (INFOODS), un réseau mondial constitué de spécialistes de la composition des aliments, visant à améliorer la qualité, la disponibilité, la fiabilité et l'utilisation des données sur la composition des aliments. Ces données sont indispensables, par exemple, pour évaluer la qualité des régimes alimentaires, ainsi que pour développer et appliquer des recommandations alimentaires en fonction des aliments et des normes d'étiquetage nutritionnel ou des normes précises du Codex.

La FAO/INFOODS prépare actuellement un nouveau tableau de composition des aliments pour l'Éthiopie ainsi que le Cadre d'évaluation de la FAO/INFOODS pour évaluer la qualité des tableaux de composition des aliments et des bases de données publiées (FCT/FCDB) – (Cadre d'évaluation) ; publication prévue en 2021.

Les bases de données peuvent être téléchargées sur le site web de la FAO/INFOODS : <http://www.fao.org/infoods/infoods/fr/>

Activités de la FAO pour l'étiquetage des aliments

Lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), les gouvernements ont affirmé « qu'il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs grâce à des informations et à une éducation améliorées reposant sur des bases scientifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition afin qu'ils puissent opérer en connaissance de cause leurs choix de consommation des produits alimentaires pour se nourrir sainement » (FAO/OMS 2014). L'étiquetage des aliments figure parmi les recommandations du Cadre d'action de la CIN2 (FAO/OMS, 2014). C'est à cette fin que la FAO a développé les outils suivants sur l'étiquetage des aliments, afin de renforcer la capacité des pays à mettre en œuvre les politiques et les programmes d'étiquetage des aliments.

Le site web de la FAO sur l'étiquetage des aliments (<http://www.fao.org/food-labelling/fr/>) fournit des informations sur les normes et directives en matière d'étiquetage des denrées alimentaires et sur les activités de la FAO pour l'étiquetage des aliments. Le site web, en cours de développement en 2021, servira de référentiel et de plateforme pour l'échange d'informations sur les directives diététiques du monde entier.

La FAO a commandé des études pour identifier les politiques visant à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises de transformation alimentaire dans la mise en œuvre de l'étiquetage nutritionnel frontal. Des analyses de politiques au niveau national seront menées au Chili et au Brésil et les rapports correspondants devraient être publiés en 2023.

La FAO, avec le soutien de la coopération japonaise, met en œuvre le développement des capacités à différents niveaux au Ghana, au Kenya et au Vietnam, dans le but de renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises en matière de systèmes alimentaires sensibles à la nutrition, y compris la mise en œuvre de l'étiquetage des aliments. Les activités comprennent l'introduction de programmes de mentorat pour les PME locales et l'organisation de programmes d'apprentissage en ligne et d'ateliers pour renforcer les aptitudes et les compétences dont les PME ont besoin pour être plus performantes sur les marchés locaux.

Guide sur l'étiquetage des denrées alimentaires qui propose une brève introduction à l'étiquetage dans le cadre d'un effort permanent visant à aider les autorités de régulation et les autres acteurs travaillant dans le domaine des systèmes alimentaires, responsables de la formulation et de l'application des politiques d'étiquetage des aliments. Les sections correspondantes du guide suivent les orientations données par la Commission du Codex Alimentarius sur l'étiquetage des aliments, en particulier la Norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985). Le manuel est disponible en anglais et en français sur <http://www.fao.org/documents/card/en/c/fc5f4bc2-650a-4704-9162-9eb9b3a1fdd0/> et <https://doi.org/10.4060/i6575fr>.

Diversité alimentaire minimale-Femmes (DAM-F) – Indicateur alimentaire normalisé à l'échelle mondiale pour le suivi de la diversité alimentaire et de l'adéquation des micronutriments dans les régimes alimentaires des femmes

La Diversité alimentaire minimale-Femmes (DAM-F) est un indicateur dichotomique qui détermine si les femmes en âge de procréer (âgées de 15 à 49 ans) ont consommé ou non la veille au moins cinq groupes d'aliments sur les dix définis. La proportion de ces femmes qui atteignent ce minimum dans une population peut être utilisée comme indicateur supplétif d'une probabilité plus élevée d'adéquation alimentaire de 11 micronutriments. Cet indicateur mesure la diversité alimentaire et l'adéquation des micronutriments, deux dimensions importantes de la qualité du régime alimentaire. Avec le soutien du Ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL), la FAO a conclu en 2021 un projet de recherche visant à affiner les outils de collecte de données DAM-F, avec des activités de développement des capacités et de collecte de données dans trois pays cibles – le Cambodge, l'Éthiopie et la Zambie. Les résultats de l'étude ont été publiés dans un Guide de l'utilisateur actualisé (en anglais seulement) *<http://www.fao.org/documents/card/en/c/cb3434en> et dans un article scientifique (en anglais seulement) (<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7400839/>).

Rôle de la FAO dans l'alimentation scolaire et la nutrition

La FAO axe en priorité ses actions nutritionnelles sur les enfants et considère l'école comme un environnement idéal pour soutenir la nutrition et le développement des enfants et des adolescents. À cet égard, le Cadre de la FAO pour l'alimentation scolaire et la nutrition repose sur une approche systémique qui s'appuie sur quatre grands domaines de travail qui sont au cœur du mandat et des capacités de l'Organisation et crée délibérément des synergies entre eux. Ces quatre domaines sont l'environnement alimentaire scolaire, l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire (SFNE), la stimulation des achats et des chaînes de valeur inclusives pour l'alimentation scolaire et le soutien de l'environnement politique, juridique, financier et institutionnel. Pour en savoir plus sur le rôle de la FAO dans les écoles : <http://www.fao.org/school-food/fr/>.

COVID-19

À mesure que la pandémie de COVID-19 évolue, la FAO poursuit ses efforts pour informer les États membres sur les questions liées à la nutrition et à la sécurité alimentaire pendant la pandémie. La FAO a publié de nombreux documents de politique et d'orientation pour aider ses membres à gérer la crise mondiale actuelle et réduire les répercussions de la pandémie. Le portail de la FAO dédié à tous les éléments de ses travaux sur le nouveau coronavirus (COVID-19) est accessible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/2019-ncov/fr/>.

ACTIVITÉS DE L'OMS

COVID-19

La page web « #HealthyAtHome : manger sainement »¹⁰ a été mise en ligne. Elle contient des conseils de sécurité sanitaire des aliments et une vidéo intitulée « 5 keys to safer food » (5 principes pour une alimentation plus sûre). Une note d'information Manger sainement intitulée « Healthy diets to maintain nutritional well-being during the COVID-19 pandemic » (Une alimentation saine pour préserver son bien-être nutritionnel pendant la pandémie de COVID-19) sera bientôt publiée. Elle rassemblera les principaux contenus et messages sur une alimentation saine figurant dans les orientations de l'OMS et d'autres documents de l'OMS déjà publiés.

L'OMS évalue actuellement les perturbations dues à la pandémie de COVID-19 qui touchent les services de santé, notamment en ce qui concerne la vaccination, les maladies non transmissibles, la santé mentale et les services de santé essentiels. Ces enquêtes par sondage ont lieu tous les trimestres. Le deuxième cycle de l'enquête nationale par sondage sur la santé sexuelle, génésique, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent sur la continuité des services de santé essentiels pendant la pandémie de COVID-19 (janvier-mars 2021) a été publié¹¹. Il contient des informations sur la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère ainsi que sur les services de santé liés à la nutrition tels que les soins prénatals et postnatals pour les

¹⁰ <https://www.who.int/fr/campaigns/connecting-the-world-to-combat-coronavirus/healthyathome/healthyathome---healthy-diet>

¹¹ <https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-EHS-continuity-survey-2021.1>

femmes et les nouveau-nés. L'OMS a publié un tableau de bord national et régional pour le suivi de la continuité des services de santé essentiels pendant la pandémie de COVID-19¹². Un module questionnaire sur la nutrition est en cours d'élaboration pour le troisième cycle de l'enquête nationale par sondage.

Des questions-réponses sur la grossesse et l'accouchement¹³, l'allaitement¹⁴, la sécurité alimentaire des consommateurs¹⁵, les autorités de sécurité alimentaire¹⁶ et les entreprises du secteur alimentaire¹⁷ ont été élaborées. Une foire aux questions sur les vaccins anti-COVID-19 et l'allaitement basée sur les recommandations provisoires du SAGE de l'OMS est en cours de réalisation en partenariat avec l'IFE Core Group, l'UNICEF et l'USAID.

L'OMS a publié les documents suivants sur la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments en rapport avec la COVID-19 :

- [Réduction des risques pour la santé publique associés à la vente de mammifères sauvages vivants sur les marchés alimentaires traditionnels](#)¹⁸
- [COVID-19 et sécurité sanitaire des aliments : orientations pour les autorités compétentes responsables des systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments](#)¹⁹
- [COVID-19 et sécurité sanitaire des aliments : orientations pour les entreprises du secteur alimentaire](#)²⁰
- [Breastfeeding and COVID-19 \(Allaitement et COVID-19\)](#)²¹
- [Maintenir les services de santé essentiels : orientations de mise en œuvre dans le cadre de la COVID-19 : orientations provisoires](#)²²
- [Community-based health care, including outreach and campaigns, in the context of the COVID-19 pandemic \(Soins de santé communautaires, activités de sensibilisation et campagnes communautaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19\)](#)²³

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 (UNFSS)

L'OMS est l'agence pilier des Nations Unies pour le Volet d'action 2 et travaille avec ses membres ainsi que dans les autres Volets d'action pour veiller à ce que les systèmes alimentaires fournissent des régimes alimentaires sains et sûrs et améliorent la santé et le bien-être des populations. L'OMS offre ses orientations et ses directives, ses outils de mise en œuvre et ses bases de données pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires. L'OMS encourage les parties prenantes à utiliser le prisme de la santé pour élaborer des solutions qui changent la donne et évaluer leurs répercussions. L'OMS élabore actuellement un nouveau texte sur les répercussions des systèmes alimentaires sur la santé et a publié le résumé du document²⁴ qui met en évidence les cinq voies d'impact (y compris une voie sur les aliments dangereux et frelatés, et une voie sur les agents pathogènes zoonotiques et la résistance aux antimicrobiens).

L'OMS dirige un groupe de solutions intitulé « Une seule santé » sur la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM)²⁵ et participe au Volet d'action 1 sur la sécurité sanitaire des aliments dans différents groupes de solutions liés à la sécurité sanitaire des aliments, notamment le groupe 1.3.1 intitulé « Développer la capacité des pays à revenu faible et intermédiaire à suivre les maladies d'origine alimentaire et à améliorer les performances en matière de sécurité sanitaire des aliments »²⁶ visant à élaborer un indice mondial de sécurité sanitaire des aliments.

¹² <https://www.who.int/teams/integrated-health-services/monitoring-health-services/national-pulse-survey-on-continuity-of-essential-health-services-during-the-covid-19-pandemic/dashboard>

¹³ <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-pregnancy-and-childbirth>

¹⁴ <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-breastfeeding>

¹⁵ <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-food-safety-for-consumers>

¹⁶ <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-food-safety-authorities>

¹⁷ <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-food-businesses>

¹⁸ <https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-Food-safety-traditional-markets-2021.1>

¹⁹ https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-Food_Safety_authorities-2020.1

²⁰ <https://www.who.int/publications/i/item/covid-19-and-food-safety-guidance-for-food-businesses>

²¹ https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-Sci_Brief-Breastfeeding-2020.1

²² <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-essential-health-services-2020.1>

²³ https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-Comm_health_care-2020.1

²⁴ <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240031814>

²⁵ <https://foodsystms.community/fr/one-health/>

²⁶ <https://foodsystms.community/fr/food-safety-knowledge-and-risk-assessment-2/>

Pour le Pré-sommet, qui s'est déroulé à Rome (du 26 au 28 juillet), les principaux responsables de l'UNICEF et de l'OMS ont publié une déclaration commune²⁷, accompagnée d'une vidéo (en anglais seulement), préconisant de placer les enfants au cœur de la transformation des systèmes alimentaires. Le directeur général adjoint de l'OMS a prononcé le discours d'ouverture de la session du Volet d'action 2²⁸ lors du Pré-sommet. Au cours de cette session, le ministre éthiopien de la Santé, la Dre Lia Tadesse, a souligné l'importance de la sécurité sanitaire des aliments et de la lutte contre la RAM.

Élaboration des lignes directrices de l'OMS relatives à l'efficacité, la sécurité et l'efficacité des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) à teneur réduite en protéines de lait

L'OMS a terminé le processus d'examen de l'efficacité, de l'efficacité et de la sécurité des nouvelles formulations des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) (contenant des sources alternatives de protéines [non laitières] ou moins de 50 % de protéines provenant du lait ou d'autres produits laitiers) pour le traitement des nourrissons et des enfants âgés de 6 mois ou plus souffrant de malnutrition aiguë sévère, qui ont de l'appétit et ne présentent aucune complication médicale. Le processus normatif de l'OMS comprend également la recherche, l'évaluation et la synthèse des données probantes sur les valeurs et les préférences (c'est-à-dire culturelles, religieuses), le partage inter/intraménages, l'acceptabilité, l'adhésion, l'équité, la faisabilité, l'accessibilité, la durabilité et l'utilisation des coûts et des ressources dans différents milieux. À cette fin, l'OMS a tenu la première réunion du groupe pour l'élaboration des lignes directrices de l'OMS le 7 novembre 2019. Les objectifs principaux de cette réunion étaient les suivants : i) présenter aux membres du groupe d'élaboration des lignes directrices le processus d'élaboration des lignes directrices de l'OMS, notamment la classification GRADE (classification des recommandations, examen, développement et évaluation) ; ii) examiner les questions PICO et établir un ordre de priorité dans les résultats ; et iii) convenir du calendrier du processus d'élaboration des lignes directrices. La deuxième réunion du groupe d'élaboration des lignes directrices de l'OMS s'est tenue virtuellement du 21 au 24 juillet 2020, avec pour objectif d'examiner et de discuter les résultats des examens systématiques et de formuler des recommandations sur l'efficacité, la sécurité et l'efficacité des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) à teneur réduite ou nulle en protéines de lait. La recommandation suivante a été convenue sur la base des données probantes disponibles à ce jour : les ATPE standard (dont au moins 50 % des protéines proviennent de produits laitiers) sont recommandés pour le traitement ambulatoire des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. L'utilisation de formulations d'ATPE contenant moins de 50 % de protéines provenant de produits laitiers pour le traitement ambulatoire des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère est encouragée dans le cadre de la recherche et de l'évaluation. La directive (en anglais seulement) a été publiée et peut être consultée via le lien suivant : <https://www.who.int/publications/i/item/9789240022270>.

L'OMS a également examiné les données probantes sur la teneur en fer et en acides gras essentiels (AGE) dans les ATPE afin de déterminer si la teneur actuelle de ces éléments nutritifs doit être modifiée dans le cadre des travaux sur les directives du Codex sur les ATPE. L'OMS a commandé deux examens systématiques pour : 1) évaluer s'il est prudent d'augmenter la teneur en fer dans les ATPE (qui est actuellement de 10-14 mg pour 100 g, comme spécifié dans la Déclaration commune²⁹) et si cela améliorerait visiblement par exemple la concentration en hémoglobine et la guérison de l'anémie due à une carence en fer chez les enfants souffrant d'émaciation sévère ; et 2) évaluer si la consommation d'ATPE avec des profils d'acides gras différents des spécifications de la Déclaration commune (c.-à-d. avec plus d'acide alpha-linolénique (ALA) et/ou moins d'acide linoléique (LA)) améliorerait par exemple le développement neurologique des enfants âgés de 6 mois ou plus se rétablissant d'une émaciation sévère.

Concernant le **fer**, trois essais admissibles ont été identifiés suite à une recherche documentaire d'examen systématiques. L'examen a montré qu'il est justifié d'augmenter la teneur en fer dans les ATPE afin d'éviter des carences en fer : les enfants se rétablissant d'une émaciation sévère ont des besoins accrus en fer en raison de leur croissance rapide ; la forte prévalence de l'anémie constatée à la fin de programmes thérapeutiques ambulatoires ; et les données probantes sur le fait que la consommation d'ATPE améliore quelque peu la concentration en hémoglobine et contribue à réduire l'anémie. Toutefois, les données probantes disponibles ne permettent pas de déterminer la teneur optimale en fer dans les ATPE. D'importants essais contrôlés randomisés (ECR) sont nécessaires, portant de préférence sur des recettes d'ATPE similaires, mais avec des doses de fer différentes et destinées à prouver un lien entre les doses et les effets ainsi que la sécurité sanitaire.

Concernant les **AGE**, trois essais admissibles ont été identifiés suite à une recherche documentaire d'examen systématiques. Toutefois, seul un essai a montré les effets de l'ajout d'acide docosahexaénoïque (DHA) ou d'huiles à forte teneur en acide oléique dans les ATPE sur le développement cognitif des enfants se

²⁷ <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240031814>

²⁸ <https://vimeo.com/user145891411/download/582499862/08f1e83e18>

²⁹ OMS, UNSCN, UNICEF. Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë sévère. Déclaration commune de l'Organisation mondiale de la Santé, du Programme alimentaire mondial, du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Genève, Organisation mondiale de la Santé. 2007.

rétablissant d'une émaciation sévère. L'examen a montré que l'ajout de DHA ou d'huiles à forte teneur en acide oléique pour augmenter la teneur en ALA et réduire celle en LA pourrait avoir des effets bénéfiques sur le développement cognitif des enfants se rétablissant d'une émaciation sévère. Toutefois, les données probantes ne sont pas convaincantes, car elles n'émanent que d'une seule étude. Compte tenu des données probantes insuffisantes, il n'a également pas été possible d'établir les teneurs optimales en ALA et LA dans les ATPE. En outre, l'examen n'a pas permis de déterminer les conséquences en termes de coûts d'une modification de la teneur actuelle en AGE.

Élaboration d'une directive de l'OMS sur l'alimentation complémentaire des nourrissons et des enfants

L'OMS cherche à fournir une directive internationale actuelle relative à l'alimentation complémentaire des nourrissons et des enfants afin de promouvoir une croissance et un développement optimaux. L'importance de l'alimentation complémentaire pour la bonne croissance et le bon développement de l'enfant a été de nouveau confirmée par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en 2018 alors que les États membres étaient appelés à « promouvoir une alimentation complémentaire opportune et adéquate en accord avec les principes directeurs pour l'alimentation complémentaire des enfants allaités au sein, mais aussi des principes directeurs pour l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois qui ne sont pas allaités au sein. » La nouvelle directive mettra à jour les Principes directeurs pour l'alimentation complémentaire des enfants allaités au sein (2003 OPS) et les Principes directeurs pour l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois qui ne sont pas allaités au sein (2005 OMS). Une réunion préalable du groupe pour l'élaboration d'une directive est organisée du 2 au 4 décembre 2019 à Genève (Suisse) avec pour objectif spécifique la recherche d'un consensus sur un projet de directive et des points spécifiques à aborder.

Sous-groupe sur l'alimentation et la santé du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

- **Acides gras saturés, acides gras *trans*, matières grasses totales, glucides et édulcorants non sucrés :**

Quatre réunions du sous-groupe NUGAG sur l'alimentation et la santé ont eu lieu depuis le dernier rapport au CCFL : les 13^e, 14^e, 15^e et 16^e réunions, les trois dernières s'étant déroulées virtuellement. Lors de ces réunions, le NUGAG a examiné les données probantes issues des examens systématiques mis à jour pour les acides gras saturés, les acides gras *trans*, les graisses totales et les édulcorants non sucrés et a mis au point des recommandations fondées sur des données probantes pour tous ces éléments nutritifs ainsi que pour les glucides (y compris les fibres alimentaires), en tenant compte de la qualité des données probantes, mais aussi de critères supplémentaires, notamment la prépondérance des données probantes pour les avantages et les inconvénients, les valeurs et les préférences, les implications en matière de ressources, la priorité des problèmes, l'équité et les droits de l'Homme, l'acceptabilité et la faisabilité. Les lignes directrices pour tous les éléments nutritifs sont en cours de finalisation, après un appel public à commentaires sur le projet de ligne directrice sur les graisses totales qui a eu lieu en avril 2021 et des appels à commentaires sur les glucides et les édulcorants non sucrés prévus pour fin 2021 ou début 2022.

- **Acides gras polyinsaturés :**

Lors de la 13^e réunion, les données probantes ont été examinées à partir d'une revue Cochrane mise à jour sur les effets de l'apport en acides gras polyinsaturés n-3 sur les maladies cardiovasculaires, et de plusieurs revues systématiques récemment publiées et soumises sur les effets de l'apport en acides gras polyinsaturés n-3 sur d'autres résultats de santé identifiés par le NUGAG comme importants, y compris le diabète, le cancer, la fonction neurocognitive et la dépression. Les données d'une autre revue Cochrane évaluant les effets sur la santé de l'apport en acides gras polyinsaturés n-3 chez les femmes enceintes ont également fait l'objet d'un examen préliminaire. Les données probantes issues de deux autres examens systématiques évaluant les effets sur la santé de l'apport en acides gras polyinsaturés n-3 chez les femmes enceintes et les enfants seront examinées et les recommandations seront finalisées lors de la réunion du NUGAG qui se tiendra virtuellement fin 2021.

- **Habitudes alimentaires :**

L'examen systématique a été finalisé et un examen des facteurs contextuels est en cours. Une réunion du NUGAG est prévue à la fin du premier trimestre 2022 afin d'examiner les conclusions de l'examen systématique et de celui des facteurs contextuels et de formuler des recommandations.

- **Utilisation de succédanés de sel pauvres en sodium :**

L'OMS reçoit de plus en plus de demandes d'orientation sur l'utilisation des succédanés de sel pauvres en sodium pour réduire la consommation de sel/sodium par les populations. C'est pourquoi l'élaboration de directives correspondantes a été lancée en 2019. L'examen systématique mis à jour ainsi que l'examen des facteurs contextuels sont désormais terminés. Le NUGAG examinera les données probantes issues de l'examen systématique et formulera des recommandations lors de sa prochaine réunion qui se tiendra fin novembre/début décembre 2021.

Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS (NUGAG)

Quatre lignes directrices sur les actions politiques sont en cours d'élaboration par le NUGAG, à savoir les politiques d'étiquetage nutritionnel, les politiques visant à protéger les enfants des répercussions néfastes du marketing alimentaire et des politiques fiscales et tarifaires, et les politiques alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire. Suite à la première réunion de décembre 2018, la deuxième réunion s'est tenue en décembre 2019. Au cours de cette réunion, le NUGAG a examiné les projets d'examen systématiques et formulé des projets de recommandations sur les politiques d'étiquetage nutritionnel, les politiques visant à restreindre le marketing alimentaire et les politiques fiscales, et a également discuté et finalisé le champ d'application, les questions PICO et les conclusions prioritaires visant à guider la réalisation des examens systématiques et à formuler ensuite les recommandations pour la ligne directrice sur les politiques alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire.

En raison de la pandémie de COVID-19, une série de réunions virtuelles ont eu lieu en 2021 pour progresser dans la finalisation des directives en attente. La troisième réunion s'est tenue virtuellement les 8, 10 et 12 mars 2021. Au cours de cette réunion, le NUGAG a examiné les données probantes de l'examen systématique et formulé des recommandations sur les politiques alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire, tandis qu'au cours de la quatrième réunion qui s'est tenue également virtuellement les 5, 6 et 9 juillet 2021, le NUGAG a examiné les données probantes de l'examen systématique et formulé des recommandations sur les politiques visant à protéger les enfants contre les répercussions néfastes du marketing alimentaire. La cinquième réunion devrait se tenir les 13, 14 et 17 septembre 2021 afin d'examiner les données probantes de l'examen systématique de l'efficacité des politiques fiscales et de formuler le projet final de recommandations sur les politiques fiscales visant à promouvoir une alimentation saine.

À l'appui de l'élaboration des lignes directrices sur les quatre actions politiques visant à améliorer l'environnement alimentaire, des examens des facteurs contextuels ont été réalisés, notamment sur les valeurs ; les implications en matière de ressources, y compris les coûts et le rapport coût-efficacité des actions ; l'équité et les droits de la personne ; l'acceptabilité, reflétant les perspectives, les attitudes et les opinions des consommateurs, du gouvernement et de l'industrie et leur soutien aux politiques ; et la faisabilité, se concentrant sur la possibilité d'élaborer, de mettre en œuvre, d'administrer, de suivre, d'évaluer et d'appliquer les politiques. Ces examens des facteurs contextuels, qui sont désormais publiés^{30,31,32,33} (en anglais seulement), complètent les données probantes sur l'efficacité de ces actions politiques lors de la formulation des recommandations.

Élimination d'acides gras trans produits industriellement

En mai 2018, l'OMS a appelé à l'élimination mondiale des acides gras *trans* (AGT) produits industriellement d'ici 2023, en soulignant qu'il s'agit d'un objectif prioritaire du 13^e Programme général de travail (PTG13) de l'OMS qui oriente les travaux de l'OMS pendant la période 2019-2025³⁴, et a publié le programme d'action REPLACE qui sert de feuille de route aux pays afin qu'ils mettent en œuvre des politiques rapides, complètes et durables d'élimination des AGT produits industriellement de l'alimentation. En mai 2019, l'OMS a publié le premier rapport d'étape (<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331300/9789241516440-eng.pdf>) ainsi que six modules REPLACE (<https://www.who.int/nutrition/topics/replace-transfat>) (en anglais seulement) qui fournissent des informations techniques de référence et proposent des mesures pratiques pour aider les gouvernements à parvenir à l'élimination des AGT produits industriellement de l'alimentation dans leurs pays. Pour réussir cette élimination, les gouvernements doivent adopter l'une des deux mesures politiques de meilleure pratique décrites dans les modules L et E : 1) Limitation obligatoire à 2 grammes d'AGT pour

³⁰ Implementing nutrition labelling policies: <https://www.who.int/publications/i/item/9789240035089>

³¹ Implementing policies to restrict food marketing: <https://www.who.int/publications-detail-redirect/9789240035041>

³² Implementing fiscal and pricing policies to promote healthy diets: <https://www.who.int/publications-detail-redirect/978924003502>

³³ Implementing school food and nutrition policies: <https://www.who.int/publications/i/item/9789240035072>

³⁴ Il a été convenu lors de la 74^e Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue en mai 2021 de prolonger à 2025 la date de fin du 13^e Programme général de travail prévue initialement pour 2019-2023. (https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA74/A74_R3-fr.pdf)

100 grammes de graisses et d'huiles totales dans tous les aliments ; et 2) Interdiction obligatoire de la production ou de l'utilisation d'huiles partiellement hydrogénées comme ingrédient dans tous les aliments.

Le 9 septembre 2020, l'OMS a organisé un événement de lancement de haut niveau pour publier le deuxième rapport d'étape intitulé « *Countdown to 2023: WHO report on global trans fat elimination 2020* » (<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/334170/9789240010178-eng.pdf>). Le rapport d'étape décrit la situation mondiale, régionale et nationale ainsi que les progrès réalisés au cours de l'année écoulée dans les pays et présente les défis et les possibilités d'action future. Certains messages clés du rapport soulignent l'importance d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures politiques fondées sur les meilleures pratiques, de renforcer les capacités réglementaires nationales, notamment les capacités des laboratoires à mesurer la teneur en AGT dans les aliments, et de plaider en faveur de réglementations régionales ou infrarégionales afin d'étendre les avantages des politiques d'élimination des AGT.

Le troisième rapport d'étape est désormais terminé dans le cadre de la poursuite du suivi et du compte-rendu des mesures prises par les pays et des résultats obtenus à ce jour en vue d'atteindre l'objectif d'élimination des AGT en 2023. Un lancement de haut niveau de ce troisième rapport d'étape par le directeur général de l'OMS est prévu pour le 7 décembre 2021. Les États membres ont redoublé d'efforts au cours de l'année écoulée et, dans le cadre des efforts pour accroître les répercussions dans les pays, l'OMS a organisé une série d'ateliers de renforcement des capacités afin de consolider les capacités réglementaires des pays pour la mise en œuvre et l'application des mesures politiques. En outre, afin de soutenir davantage la mise en œuvre, l'application et le suivi des politiques de meilleures pratiques en matière d'AGT, l'OMS a également élaboré des tutoriels vidéo sur le protocole mondial de laboratoire de l'OMS³⁵ pour l'évaluation des AGT afin de soutenir les efforts des pays pour renforcer les capacités de leurs laboratoires.

Réduction de la consommation de sodium/sel par les populations

Suite à l'adoption de la Déclaration politique des Nations Unies sur les maladies non transmissibles en 2011, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé en 2013 le Plan d'action mondial pour la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles 2013-2020, ainsi que neuf objectifs mondiaux en matière de MNT, dont une réduction relative de 30 % de la consommation moyenne de sodium par les populations d'ici 2025, l'objectif étant moins de 2 000 mg/jour. En 2017, l'annexe 3 du Plan d'action mondial qui contenait des actions rentables a été mise à jour et publié sous l'intitulé « Best buys » and other recommended interventions for the prevention and control of NCDs. Le document présente les quatre actions les plus rentables de réduction du sodium suivantes : 1) Réduire l'apport en sel par la reformulation des produits alimentaires pour qu'ils contiennent moins de sel et la fixation de niveaux cibles pour la quantité de sel dans les aliments et les repas, 2) Réduire l'apport en sel par la mise en place d'un environnement favorable dans les établissements publics tels que les hôpitaux, les écoles, les lieux de travail et les maisons de retraite pour permettre de proposer des options à plus faible teneur en sodium, 3) Réduire la consommation de sel par une communication visant à modifier les comportements et une campagne dans les médias de masse, 4) Réduire la consommation de sel par la mise en place de l'étiquetage frontal. L'OMS prévoit de mettre à jour les actions les plus rentables en 2022.

En 2016, l'OMS a publié le dossier technique SHAKE pour la réduction du sel³⁶ qui a été conçu pour aider les États membres à élaborer, mettre en œuvre et surveiller des stratégies de réduction du sel afin de leur permettre de parvenir à une réduction de la consommation de sel par les populations. En 2021, l'OMS a publié le Cadre d'action pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de produits et services alimentaires visant à promouvoir une alimentation saine³⁷, dont la réduction de la consommation de sel/sodium et de sucres. Le Cadre d'action donne un aperçu de la manière d'élaborer (ou de renforcer), de mettre en œuvre, d'évaluer le respect et l'efficacité d'une politique publique en matière de produits et services alimentaires.

En mai 2021, l'OMS a lancé les Références mondiales pour les niveaux de sodium³⁸ dans différentes catégories d'aliments dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour réduire la consommation de sodium par les populations. Ces Références mondiales pour les niveaux de sodium ont été élaborées pour appeler les États membres à agir plus rapidement en intensifiant leurs efforts pour réduire la consommation de sodium par leurs populations. Elles sont destinées compléter les initiatives et efforts nationaux et régionaux existants et en cours, et à servir de référence pour ces initiatives, le cas échéant. Les Références mondiales sont également destinées à servir de base au dialogue avec l'industrie des produits alimentaires et des boissons afin d'améliorer l'environnement alimentaire au niveau mondial, dans le prolongement du dialogue constructif sur la réduction des acides gras trans produits industriellement. Dans ce cadre, une réunion de dialogue de

³⁵ https://www.who.int/publications/i/item/9789240018044?search-result=true&query=partially+hydrogenated+oils&scope=&rpp=10&sort_by=score&order=desc

³⁶ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/250135/9789241511346-eng.pdf>

³⁷ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240018341>

³⁸ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025097>

haut niveau a eu lieu en juin 2021 entre le directeur général de l'OMS et les PDG de l'IFBA, au cours de laquelle il a été demandé aux entreprises membres de l'IFBA de mettre en œuvre les Références mondiales de l'OMS pour les niveaux de sodium.

Le 4 juin, au cours des Dialogues sur les systèmes alimentaires de la Semaine de la santé de Genève, l'OMS a lancé le Sodium Country Scorecard (tableau de bord des niveaux de sodium par pays) qui présente des informations normalisées sur les politiques et les mesures de réduction du sodium sur une plateforme interactive dans la Base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition (GINA) (<https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/scorecard/sodium>). Cette plateforme unique de partage d'informations normalisées sur les politiques et les mesures de réduction du sodium permettra de suivre les progrès réalisés à l'échelle mondiale dans la mise en œuvre de mesures législatives et autres visant à réduire l'apport en sodium et de mieux rendre compte des engagements politiques pris. En s'appuyant sur ce tableau de bord, l'OMS prévoit de publier en 2022 un Rapport mondial sur le sodium qui décrira la situation actuelle aux niveaux mondial, régional et national ainsi que les progrès réalisés dans les pays, et qui examinera les défis et les possibilités d'action future.